

Parti-Jeunes-Ligue

(Suite de la 1^{re} page)

Les luttes entre fractions de la bourgeoisie sont en rapport avec l'activité politique du prolétariat. Elles restent dans le cadre des partis démocratiques tant que le prolétariat ne dépasse pas une activité politique puissante, c'est-à-dire le cas en France.

Mais quand le prolétariat est capable par son activité de mettre en danger l'existence du régime, la bourgeoisie s'adresse pour maintenir sa domination, soit à la social-démocratie pour freiner et trahir les mouvements ouvriers, soit au fascisme pour les dévier. Le parti socialiste, le parti communiste qui s'accroît en efficacité et en influence par son action, ne peut pas échapper jusqu'à présent à une crise surdimensionnée pour l'obliger à placer le parti socialiste au gouvernement, mais ce parti a fait déjà à maintes reprises la preuve qu'il était tout dévoué aux intérêts de la bourgeoisie.

Jusqu'à présent, la stabilité du régime qui renforce sa police et son armée n'a pas poussé la bourgeoisie à préparer activement l'organisation du fascisme. En dehors d'une presse profasciste, il existe quelques organisations restreintes qui constitueront des cadres et qui pourront trouver une base dans les classes moyennes, surtout à la campagne.

En face de la bourgeoisie et de toutes ses formations politiques (y compris le parti socialiste) s'oppose le prolétariat avec son organisation politique : le parti communiste.

LE REFORMISME ET LA CLASSE OUVRIÈRE

Les grands mouvements de grève des derniers mois ont été dirigés par les réformistes. Pendant que la C.G.T.U. perdait des effectifs, la C.G.T. voyait les siens s'accroître. Pendant que l'influence du parti communiste baissait, celle du parti socialiste devenait plus grande. Il existe incontestablement un courant réformiste important qui a, en outre, rencontré un écho d'autant plus profond que les fautes du Parti ont rejeté de lui des militants qu'il n'a pas su former. Ce courant réformiste dans nos organisations a pris le drapeau de l'unité syndicale par la voie du syndicalisme. C'est précisément la modification du rapport des forces entre révolutionnaires et réformistes qui explique l'empressement de la clique Dumoulin-Zyromski pour la soi-disant « unité syndicale » qu'ils ont brimée il y a quelques années. Ils adoptent un langage démocratique et condamnent verbalement le réformisme dont ils sont des porte-parole qualifiés, pour mieux porter la confusion dans la classe ouvrière, pour évincer l'avant-garde communiste des rangs du prolétariat et pour détruire les organisations révolutionnaires. Ils se sont rencontrés sur ce terrain avec la minorité de la C.G.T.U. qui constitue le C.I.S. et dont la plate-forme nettement réformiste a été formulée par Chambelland dans son discours au Congrès de Paris (1929). Cette campagne, combattant apparemment à la fois la C.G.T. et la C.G.T.U., est en réalité dirigée entièrement contre la C.G.T.U. à cause de son attachement à la Révolution d'Octobre. (Discours de Dumoulin à Cléchy). Cette campagne a pour but de faire passer la C.G.T.U. dans les 22 sous-départements 550. Ils préparent une agitation de masses et affichent même l'intention de répandre leur manifeste à un million d'exemplaires. Cette campagne peut prendre une très vaste extension si le Parti et la C.G.T.U. ne savent pas la briser par une politique juste aussi sur le problème de l'unité syndicale. La manœuvre qui se joue de l'unité syndicale menace de désorganiser les organisations révolutionnaires, de couper plus que l'action de toute organisation réformiste franchement exprimée. C'est pourquoi la lutte contre cette manœuvre doit être menée vigoureusement, mais avec une très grande clarté pour ne pas permettre aux adversaires du communisme de spéculer en disant : « Les communistes sont contre l'unité de la classe ouvrière en face de la bourgeoisie unie. »

LES COMMUNISTES ET L'UNITÉ SYNDICALE

Les communistes considèrent que l'unité syndicale, dans certaines situations historiques et sur la base de conditions déterminées est un puissant moyen pour mieux lier l'avant-garde révolutionnaire à l'ensemble de la classe ouvrière et l'entraîner dans l'action contre la bourgeoisie et contre le système capitaliste. Dans la situation actuelle en France, où le capitalisme se livre à une offensive générale contre la classe ouvrière, l'unité organique sur des bases déterminées peut être un moyen d'entraîner dans l'action révolutionnaire de plus larges couches ouvrières.

Les communistes sont pour l'unité syndicale sur la base de la démocratie prolétarienne et du droit pour chaque tendance de s'organiser en fraction pour conquérir la direction de l'organisation syndicale, par le jeu normal de la démocratie prolétarienne (Résolution du 4^e Congrès de l'I.C.). Cette condition est la seule juste. Elle est directement opposée à celle des chefs de la C.G.T. qui ont péjoré la démocratie ouvrière en se livrant jadis à l'exclusion des courants révolutionnaires qui donneront naissance à la C.G.T.U. et qui, depuis, continuent à la faire par toute une série d'actes d'évincement des éléments révolutionnaires. Elle est non moins directement opposée à celle du C.I.S. qui, se réclamant de la soi-disant indépendance du syndicalisme, veut en réalité mettre celui-ci sous la dépendance de la bourgeoisie et enlever au P.C. le droit de travailler à remplir son rôle dirigeant de la classe ouvrière.

La C.G.T.U. s'est constituée sur la seule base d'unité possible (démocratie ouvrière et droit de fraction) ; elle doit se maintenir sur cette base. La politique fautive du P.C. et les méthodes qui en découlent pour l'imposer à la C.G.T.U. ont délégué le caractère unitaire de la C.G.T.U. Les mêmes hommes qui aujourd'hui dirigent la C.G.T.U. ont contribué à déorienter il y a quelques années, la classe ouvrière dans cette question d'unité syndicale, en allant jusqu'à mener une politique d'abandon stigmatisée en son temps par l'opposition de gauche. (Unité à tout prix ; liquidation de la C.G.T.U. + 1926-27). Nous estimons que la C.G.T.U., malgré des tares bureaucratiques, offre la base nécessaire pour la réalisation de l'unité dans son sein. Nous devons proposer que l'unité se réalise dans le cadre de la C.G.T.U. Cependant, nous n'excluons pas, a priori, d'envisager d'autres propositions, venant des ouvriers, qui ne seraient pas en contradiction avec les principes indiqués ci-dessus.

Pourfin, nous mettons en garde les travailleurs contre toute illusion qui consisterait à l'unité organique comme la condition préalable pour le succès de leurs luttes. Au contraire, elle ne pourra être que le résultat de leurs luttes communes pour la défense de leurs intérêts contre le régime actuel et ses soutiens.

LETTER OUVERTE AU PARTI

« En fait, l'avenir de la révolution ne dépend pas de la fusion de deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière autour des mots d'ordre révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de luttes. » (L. Trotsky.)

La lutte contre le danger actuel, constitué par la manœuvre des « 22 », ne peut se dissocier de toute la lutte contre le réformisme. La conquête des ouvriers réformistes n'est pas un problème nouveau. Au troisième Congrès de l'I.C. a été élaborée la politique du front unique. En revenant à cette compréhension du front unique, en l'appliquant de façon conséquente, le P.C. luttait victorieusement contre le réformisme et mettra en relief le contenu révolutionnaire de la manœuvre des « 22 ».

FRONT UNIQUE

Les formules par lesquelles la direction du Parti oppose le front unique « par en bas » au front unique « par en haut » est une manifestation de son incompréhension de la tactique du front unique. Rappelons simplement ce qui suit, extrait du rapport présenté par Trotsky et adopté à l'Exécutif élargi de 1922.

« L'unité du front s'étendait seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes ? »

« Cette question ne résulte que d'un malentendu. Si nous avions pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, nous aurions eu des mots d'ordre courants, sur lesquels les organisations réformistes, partis ou syndicats, se seraient, certes, la meilleure des choses. Mais alors, la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle. »

« La question du front unique se pose par cela même que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartenant aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en faire sortir et les amener à nous... »

« ...Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes, mais, au contraire, ils doivent en prendre l'initiative, justement parce que plus les masses attirées dans le mouvement sont grandes, plus haute, plus sûre d'elle-même devient la conscience de leur force et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modestes qu'ait été les mots d'ordre initiaux de la lutte. Cela veut aussi dire que l'extension du mouvement aura pour effet d'accroître le caractère révolutionnaire et crée des conditions plus favorables aux mots d'ordre, aux milieux des de lutte et, en général, à la direction du Parti communiste. »

« Les réformistes ont peur de l'état potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les cours arbitraux, les anticaméras des ministères, sont leurs arènes favorites. »

La tactique du front unique consiste dans la capacité du Parti et de la C.G.T.U. à formuler les revendications que les ouvriers d'une industrie, d'une région ou de tout le pays sont prêts à défendre au moment donné. Par exemple, le front unique était une ceinture de la conscience de leur force, autour du mot d'ordre « contre le versement ouvrier aux assurances sociales ». La C.G.T.U. a effectivement lancé ce mot d'ordre, mais sans propositions concrètes de front unique, et d'une part seulement à la suite d'une série de mots d'ordre contradictoires, d'autre part en ayant en même temps ce mot d'ordre juste dans une cascade de mots d'ordre faibles et vides. De cette façon, les chefs de la C.G.T. ont pu s'opposer à la réalisation du front unique sans être compromis devant leur base.

Dans la situation actuelle des ouvriers en France, sortant d'une période d'essor industriel où ils n'ont pas manqué de grandes luttes et où ils ne sont pas encore touchés

par la crise au point de vouloir s'attaquer au régime, employer un langage invitant les ouvriers à se lancer immédiatement à l'assaut de la citadelle capitaliste, c'est se condamner à rester coupé des larges masses ouvrières qui, sentant échapper leurs moyens d'existence, veulent avant tout aujourd'hui conserver ce qu'ils ont. La plupart des grèves de ces derniers mois sont des grèves pour la défense du salaire réel ; les luttes pour les augmentations de salaires étaient aussi la plupart du temps des luttes défensives à cause de la dévalorisation des salaires réels, occasionnée par la montée du coût de la vie.

Nous resterons coupés des larges masses, nous aurons une activité politique insignifiante si le Parti et la C.G.T.U. conservent une phrasologie sans contenu. Mais, en appelant les ouvriers à défendre leur niveau de vie, nous effectuerons un large rassemblement autour de nos organisations, nous organiserons une résistance vigoureuse que nous transformerons au fur et à mesure en une offensive victorieuse.

Le front unique peut être réalisé autour des mots d'ordre suivants :

1^o Lutte contre toute atteinte aux salaires réels (rationalisation, diminution des heures de travail, etc.), et contre le versement ouvrier aux assurances sociales.

Ce mot d'ordre répond aux besoins de toute la classe ouvrière. Il entraîne avec lui le mot d'ordre de l'égalité des ouvriers de toute nationalité. Il est nécessaire pour lutter contre la xénophobie qui se développe de bien montrer aux ouvriers français la solidarité matérielle qui les unit aux travailleurs étrangers tant en ce qui concerne la lutte pour les salaires que la lutte contre le chômage.

2^o Contre le chômage, le front unique peut être réalisé autour des mots d'ordre suivants :

a) pour la journée de sept heures, avec maintien des salaires ;

b) pour l'assurance-chômage. Cette revendication doit être fortement défendue, car le chômage est un produit du régime capitaliste. Il ne faut pas que les chômeurs reçoivent des municipalités une aide dérisoire qui prend l'aspect d'un acte de charité, mais il faut que les ouvriers obligent l'Etat à payer une assurance-chômage adéquate aux nécessités de vie, fixée par les organisations ouvrières ;

3^o Lutte pour le respect des conquêtes du prolétariat : droit de manifestation, droit de grève contre l'intervention de la police et des gardes mobiles ;

4^o Lutte contre la répression, pour l'amnistie des travailleurs civils et militaires condamnés pour leur action de classe ;

5^o Pour la collaboration économique avec l'U.R.S.S. Lors de la campagne contre le prétendu dumping soviétique, certains journaux bourgeois, voulant dresser les ouvriers contre la Russie soviétique, déclaraient que les marchandises produites à bon compte en U.R.S.S. et jetées sur les marchés occidentaux enlevaient le travail aux ouvriers de ces pays. Il faut au contraire montrer aux ouvriers qu'en développant sur une vaste échelle, et sous le contrôle des organisations ouvrières, l'échange de produits agricoles et de matières premières de l'U.R.S.S. avec les produits industriels des pays capitalistes nécessaires pour la réalisation du plan quinquennal, on procurera du travail à un grand nombre de chômeurs.

Ce mot d'ordre aura surtout pour but de lier la lutte contre le chômage à la réalisation du plan quinquennal, de donner ainsi un caractère concret très puissant au mot d'ordre de la défense de l'U.R.S.S.

Le Parti et la C.G.T.U. doivent engager une campagne systématique dans tout le pays pour répandre ces mots d'ordre dans la classe ouvrière et adresser publiquement aux organisations réformistes des propositions concrètes de front unique. Toute cette

orientation de la lutte contre le réformisme exige l'abandon de la fausse théorie « social-fascisme » qui, dans ce cas-là, n'a pour résultat que de dispenser les chefs réformistes de se justifier devant les ouvriers.

C'est sur ces mots d'ordre que peut se réaliser actuellement un large front unique qui entraîne dans la lutte l'ensemble du prolétariat de ce pays. Le Parti doit remettre par ces mots d'ordre concrets sa position pleine de confusion, en particulier sur le mot d'ordre des « véritables » assurances sociales.

La direction du Parti doit parler un langage clair sur toutes les questions et mettre fin à ses positions vagues (« nous demandons aux ouvriers de faire ce qu'ils peuvent le 25 février ») qui tendent essentiellement à se préparer des maintenant des alibis en cas d'échec.

SITUATION DU PARTI

La situation de notre Parti et des organisations influencées par lui (C.G.T.U., S.R.I., etc.), s'est depuis plusieurs années considérablement affaiblie. Pour nous, marxistes révolutionnaires, il ne suffit pas de vouloir justifier la situation par le nombre et les moyens des adversaires du Parti. La politique suivie par le Parti durant cette période est le facteur déterminant de ce recul.

Bien moins pour établir la justification de nos critiques antérieures que pour permettre au Parti de se former en tirant les leçons de ses défaites, nous tenons à mettre les militants communistes en garde contre tout système qui tend à justifier la politique menée ou à rejeter les erreurs sur des fautes d'application. De la sorte, on ne permet pas au Parti de se former des cadres dans le combat ; l'analyse pressurée et bureaucratique des fautes prive le Parti des leçons mêmes de ses erreurs, nuit à sa formation idéologique et laisse la porte ouverte pour de nouvelles erreurs.

La direction du Parti a, à l'heure présente, une préoccupation dominante : tenter de justifier les erreurs des mois d'ordre de la troisième période. Cette préoccupation marque au fer rouge une direction. Tout l'argument repose sur quelques constatations présentes de la crise pour justifier que les mots d'ordre de la troisième période étaient, il y a une année ou deux, opportuns. L'opposition de gauche n'a cessé de répéter que, dans une période d'essor industriel, il fallait préparer le Parti aux tâches qui s'imposent dans la période de dépression capitaliste, tandis que l'emploi de mots d'ordre d'assaut final ne pouvait que briser le Parti.

Or, à nos prévisions, les chiffres répondent : « De 55.000 en 1926, il (le Parti) est tombé à 39.000 en 1930. Ce sont les organisations des régions industrielles qui ont perdu le plus : Région parisienne, 45 % ; Bretagne, 49 % ; Alsace-Lorraine, 39 % ; Rouennaise, 42 %, et surtout Est, le centre de la sidérurgie française : 78 % ». (Théorie, Internationale Communiste, 20-7-30.)

En 1927, l'Humanité tirait à 179.000 exemplaires ; en 1928, à 159.000 ; en 1929, à 145.000. A Paris, qui est la citadelle de la classe ouvrière, la citadelle de l'influence du Parti, la vente est tombée de 38.000 à 22.000, c'est-à-dire de 10.000. (Manouïlski, Internationale Communiste, 20-7-30.)

Orientier le Parti dans une politique fautive, restreindre le rôle de ses membres aux applications de cette politique, aboutir, dans la classe ouvrière, aux résultats illustrés par ces chiffres, et, dans le Parti, à négliger, voire à trahir un des impératifs de la formation de la base du Parti dans l'établissement de sa politique, la sélection de ses cadres dans l'application et la lutte pour cette politique.

Dans les dernières années des milliers d'ouvriers ont été attirés vers le Parti ; ils sont entrés avec tout leur dévouement révolutionnaire au Parti de leur classe. Happés par l'agitation du Parti, beaucoup ont été emportés par l'application d'une politique fautive et par le régime intérieur du Parti.

Toute résistance aux erreurs qu'ils ressentaient fut brisée, le rythme du Parti les désorienta. Ils délaissèrent le Parti, et celui-ci ne les ayant nullement formés, ils devinrent parfois accessibles à la démagogie réformiste. Ce régime qui sévit à la base du Parti est caractérisé à son sommet, sur lequel la base n'a aucun contrôle, par toutes sortes de compromis qui permettent un jour à toute une équipe de droitiers, Garçhery en tête, de quitter le Parti de leur propre gré, désorientant une couche importante de membres du Parti.

Epuisé par une politique qui ne correspondait pas aux conditions objectives et qui aboutit aux pertes dont nous avons parlé, telle était la situation du Parti à la veille du 1^{er} août 1930 et du tournant. La politique du P.C. français était calquée sur celle de l'I.C. dont, pour toutes les sections, l'épuisement était le trait caractéristique au milieu de 1930. Ceci au moment même où l'acuité de la crise capitaliste s'accentuait ; l'exemple de l'Allemagne est des plus typiques. Le tournant de l'I.C. était directement opposé au tournant de la situation objective, car il était imposé par la situation désastreuse des sections de l'I.C., conséquence de la « troisième période ».

Les différents points du tournant n'ont été en aucune façon discutés et élaborés par la base du Parti. La manière dont la direction justifia le tournant par des fautes d'application de la base avait pour but son maintien à la tête du Parti et, par suite, était impropre à permettre le véritable redressement du Parti qui aurait dû avoir pour base une analyse par tous ses membres de la politique passée et de la politique à suivre. La base du Parti n'a pu que constater un changement de politique ; le tournant fut utilisé par l'appareil comme une soupape de sûreté qui permit une détente passagère. La direction resta prisonnière des formules de sa politique, condamnant. Malins exemples l'établissement des grèves du Nord illustrent bien qu'une politique fautive détermine des mots d'ordre faux et est impropre à rapprocher les travailleurs du Parti. Malgré les trahisons réformistes, par une application correspondante à une conception tout à fait erronée du front unique, le P.C. et la C.G.T.U. ne purent arracher à l'influence réformiste les ouvriers battus (1).

TACHES DU PARTI

Le développement de la crise entraînera des conditions objectives favorables pour qu'elle se transforme en crise de régime et le capitalisme sera directement menacé et déterminera des changements profonds dans l'orientation politique des masses travailleuses. Mais cela ne suffit pas ; il faut aussi que le P.C. œuvre pour que cette orientation se produise sous sa direction. Le Parti communiste aura alors un rôle décisif.

Pour que le Parti communiste remplisse son rôle, entraîner la majorité de la classe ouvrière à la prise du pouvoir, il doit élaborer une politique susceptible par son application de chaque jour de gagner la confiance de la classe ouvrière et de la détourner du réformisme sous toutes ses formes. Une telle politique qui entraînerait la majorité de la classe ouvrière autour du P.C. qui ferait des petits paysans les alliés du prolétariat, peut neutraliser la petite

(1) La C.G.T.U. et le P.C. ont maintenu le mot d'ordre des 10 sous, alors que la grande majorité des ouvriers, sous l'influence réformiste, luttaient pour les 5 sous. Ils ont paru faire de la surenchère. Les revendications différentes ont entraîné des Comités de grève différents et, par suite, le P.C. et la C.G.T.U. ont perdu la possibilité de s'adresser au plus grand nombre possible d'ouvriers. Les chefs réformistes ont pu manœuvrer à leur aise pour l'oppression de la grève, les communistes n'étant pas écoutés de la majorité des grévistes. Même ensuite, au moment où les chefs réformistes ont abandonné la revendication des 5 sous, le P.C. et la C.G.T.U. sont restés sur leur position au lieu de reprendre ce mot d'ordre.

bourgeoise, les classes moyennes que le capitalisme cherchera à dresser activement contre le prolétariat dans les formations fascistes.

L'issue des luttes de demain dépend de l'influence que le Parti acquerra sur la classe ouvrière par son action de chaque jour pour la défense des intérêts ouvriers. La résistance ouvrière est aujourd'hui encore faible ; elle a surtout été spontanée et désordonnée. La direction des grands mouvements a échappé à peu près entièrement à la C.G.T.U. Cette résistance, freinée par les chefs traités de la C.G.T.U., ne se développera pas plus largement parce que le P.C. et la C.G.T.U. par leur politique erronée des années précédentes, se sont coupés des larges masses.

L'histoire a montré plus d'une fois que, malgré des circonstances objectives favorables au développement de l'influence communiste, une politique erronée ne permettait pas au Parti d'être effectivement l'avant-garde du prolétariat et laissait la majeure partie de la classe ouvrière indifférente aux mots d'ordre du Parti et, de ce fait, ou bien favorable au réformisme, comme en Angleterre, ou bien accessible à la démagogie fasciste, comme en Allemagne, où la montée fasciste entraîne la petite bourgeoisie et des couches importantes de prolétaires. De telles situations constituent la pire menace pour le prolétariat.

Conquérir la majorité de la classe ouvrière est l'objectif central du P.C. Pour aboutir à cela, chaque membre du Parti doit eriger :

1^o Le retour à la politique sur l'unité syndicale du IV^e Congrès de l'I.C., exposée dans cette lettre. Le Parti fera ainsi échec à la manœuvre des 22 en montrant que les communistes sont les seuls à vouloir réellement l'unité syndicale.

2^o Une politique de front unique pour résister à l'offensive capitaliste, qui démasquera ceux qui, subordonnant les luttes ouvrières à la réalisation de l'unité syndicale, (donc à une date indéterminée), sont immédiatement contre l'unité d'action du prolétariat.

3^o La cessation des méthodes mécaniques dans la C.G.T.U. et leur remplacement par une activité politique des fractions communistes dans la C.G.T.U. ; le maintien des éléments communistes au sein de la C.G.T. et la création de nos fractions dans la C.G.T. pour que dans celle-ci vivent et se développent les ferment communistes.

4^o L'élaboration collective par un congrès du Parti d'une politique juste d'unité syndicale et de front unique ainsi que l'élaboration de sa politique générale en présence de la crise, des contradictions du régime et des possibilités révolutionnaires qu'elle permet d'envisager.

5^o La préparation d'un tel Congrès par une large discussion en faisant cesser l'état actuel de division du Parti en un sommet qui détermine la politique, choisit lui-même les cadres, et une base dont les volontés sont déformées et qui est seulement chargée de l'application d'une politique qu'elle n'a pas élaborée, c'est-à-dire en revenant à un régime sain.

6^o La réintégration de l'opposition de gauche pour qu'elle travaille dans le P.C. à son redressement et à son renforcement.

Membres du Parti ou exclus par un régime qui n'a rien de commun avec le centralisme démocratique, nous, opposés aux chefs de la C.G.T.U., nous sommes redressés de notre Parti. Nous nous exposons dans cette lettre, les grands lignes de la lutte actuelle que doit mener le Parti ; nous vous demandons de les étudier. Nous sommes sûrs que vous les ferez vôtres, parce qu'elles sont entièrement dictées par la volonté de rendre notre Parti apte à remplir sa mission historique et par la tactique de l'I.C. quand elle était dirigée par Lénine et Trotsky.

LA LIGUE COMMUNISTE.

La publication de la lettre au Parti, nous a obligés à surcroît à ces nombreux travaux. Nos correspondants ainsi que nos lecteurs comprendront que nous devons procéder ainsi.

LA REDACTION

Marc A. ALDANOV

LE PONT DU DIABLE

ROMAN

Traduit du russe par Tatiana LANDAU

UN VOLUME

16 fr. 50

Éditions VICTOR ATTINGER

Journal célébré par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie Centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur, Paris.

La révolution de Naples et le prodigieux passage de Souvaroff par les Alpes.

DENOËL ET STEELE

Les Romanciers Etrangers Contemporains

LES ROMANCIERS AMÉRICAINS

A. MAUROIS, L. DURTAÏN, V. LLONA, B. FAY, etc.

présentent et traduisent douze nouvelles inédites de

Th. DREISER, S. LEWIS, L. LEWISOHN, J. LONDON, U. SINCLAIR, J. DOS PASSOS, etc.

Un volume 450 pages ... 18 fr.

Cette collection dirigée par G. CHARENSOL donne un rapide aperçu de chaque littérature, illustré par des textes choisis parmi les plus représentatifs des grands écrivains étrangers contemporains. Elle est destinée aux intellectuels et à tous ceux qu'intéresse une large activité de l'esprit.

19, RUE AMÉLIE, PARIS

NOUVEAUTÉS

« Bibliothèque économique universelle »

Georges BORIS **Louis ROUBAUD** **Pin YIN**

Problème de l'or et crise mondiale **VIET-NAM** **Une jeune chinoise à l'armée révolutionnaire**

In-16 15 fr. In-16 15 fr. In-8 12 fr.

L'or est-il l'opium de notre destin ? La révolte annamite deviendra-t-elle révolution ? Une révélation sur l'âme chinoise, curieux récit découvert par Romain Rolland.

Librairie VALOIS, 7, Place du Panthéon, V

Ancienne Librairie SCHLEICHER

Alfred COSTES, Éditeur

8, Rue Monsieur-le-Prince, PARIS-6^e

La collection des Œuvres Complètes de FREDÉRIC ENGELS formera 75 volumes in-16 (12x19) de 224 à 350 pages

ŒUVRES DE KARL MARX

Traduites par J. Molitor, Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

Sont déjà publiées :

Le Capital. — I. Le procès de la production du capital, avec une introduction de la plus haute valeur scientifique, par Karl Kautsky. 4 vol. in-16 de 224, 238, 250 et 262 pages. Chaque volume 12 fr.

II. Le procès de la circulation du capital, avec un avant-propos de Frédéric Engels. 4 vol. in-16 de 302, 180, 256 et 208 pages. Chaque volume 12 fr.

III. Le procès d'ensemble de la production capitaliste, avec un avant-propos de Frédéric Engels. 6 vol. in-16 de 342, 224, 331, 232, 194 et 250 pages. Chaque volume 12 fr.

Ouvrage complet en 14 volumes

Herr Vogt et Le 10^e Brumaire de Louis Bonaparte. 3 vol. in-16 de 228, 232 et 354 pages. Chaque volume 12 fr.

Œuvres philosophiques. Tome I. Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure. Contribution à la critique de la philosophie de l'École de droit historique. La question juive. Un vol. in-16 de 224 pages. Chaque volume 12 fr.

Tome II et III. La Sainte Famille. Critique de la critique. 2 vol. in-16 de 200 et 168 pages. Chaque volume 12 fr.

Œuvres politiques, avec introduction et notes de D. Rikantov. Tome I. L'Allemagne. Un vol. in-16 de 264 pages 12 fr.

Tome II. Lettres sur l'Angleterre. Un vol. in-16 de 274 pages 12 fr.

Tome III. La Question d'Orient. Un vol. in-16 de 174 pages 12 fr.

Tome IV. La Guerre russo-turque. Un vol. in-16 de 320 pages 12 fr.

Tome V. L'évacuation des provinces danubiennes. L'expédition de Crimée. L'administration militaire anglaise. Un volume in-16 de 310 pages 12 fr.

Tome VI. Le ministère Palmerston. Le Panislavisme. Un vol. in-16 de 340 pages 12 fr.

Tome VII. La critique de la Guerre russo-turque. John Russell. Un vol. in-16 de 246 pages 12 fr.

Tome VIII. Les armées anglaises. La chute de Xars. La Révolution espagnole. Un vol. in-16 de 244 pages 12 fr.

ŒUVRES DE FREDERIC ENGELS

Traduites par Bracke (A.-M. Desrousseaux), Directeur d'études à l'École des Hautes Études, Député du Nord

Vient de paraître :

L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat. 1 vol. in-16 de 376 pages 12 fr.